

~~Les récentes élections italiennes ont donné à voir, une nouvelle fois, le déclin de la social-démocratie européenne. Si les partis de centre-gauche – qu'ils se définissent comme « socialistes », « sociaux-démocrates » ou « travaillistes » – n'ont pas partout disparu du champ politique à la manière de la social-démocratie grecque (le PASOK), tous ont perdu à des rythmes différents une grande partie de leur base électorale et militante. Seul le [Labour britannique connaît une embellie](#) depuis la conquête du parti par une figure de sa gauche, Jeremy Corbyn.~~

*Ainsi, après avoir conquis la quasi-totalité des régions, la plupart des grandes villes, le Sénat, puis la présidence de la République et l'Assemblée nationale en 2012, le PS français a ainsi connu un effondrement sans équivalent dans l'histoire politique du pays. En menant une politique agressivement néolibérale et autoritaire, Hollande et Valls (mais aussi Macron, secrétaire-général adjoint de l'Élysée puis ministre de l'économie et des finances) ont rapidement perdu le soutien de ceux et celles qui avaient soutenu le PS en 2012 en espérant une franche rupture avec dix ans d'une droite radicalisée, incarnée par Sarkozy.*

*Un tel déclin vient pourtant de loin. Dans cet article publié sous le titre « La « troisième voie » ou le néolibéralisme à visage souriant », et rédigé en juillet 2001, soit neuf mois avant la défaite de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle en France, [Gilbert Achcar](#) le remet en perspective historique en montrant l'impasse prévisible dans laquelle la social-démocratie s'est enfermée en adoptant la stratégie dite de la « troisième voie », d'abord pratiquée par [Tony Blair](#) en Grande-Bretagne et théorisée par le sociologue Anthony Giddens.*

*Cet article est paru en septembre 2001 dans le n° 2 de la revue Variations (Syllepse), fondée par Jean-Marie Vincent. Il servait d'introduction à un numéro consacré à « L'introuvable « troisième voie » sociale-libérale », dirigé par Gilbert Achcar, professeur à School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres et auteur notamment de [Le Peuple veut](#) (Actes Sud, 2013)*

Il y a bien peu de temps encore, les partisans de la Troisième Voie, étaient persuadés que le vent de l'Histoire enflerait durablement leurs voiles et qu'ils présideraient aux destinées du XXI<sup>e</sup> siècle. Après que Bill Clinton eut réussi son pari d'obtenir un second mandat en 1996, face à un parti républicain qui avait conquis la majorité au Congrès deux ans auparavant, voilà que l'Europe virait au rose pâle. Déjà en 1996, la défaite du PSOE en Espagne, face à José Maria Aznar, avait été contrebalancée par la victoire de la coalition de « centre-gauche » en Italie : Silvio Berlusconi, n'ayant pas fait long feu au pouvoir à cause de ses trublions d'alliés, avait dû céder la place au gouvernement de Romano Prodi.

C'est toutefois l'année suivante que le vent commença vraiment à tourner : Tony Blair et le Labour Party mirent fin spectaculairement à 18 années de pouvoir du parti conservateur. Dans la foulée, les socialistes français, menés par Lionel Jospin, revinrent aux affaires, en mettant à profit, contre toute attente, la dissolution de l'Assemblée nationale décrétée par Jacques Chirac. L'année d'après enfin, en 1998, la coalition SPD-Grünen, dirigée par Gerhard Schröder, mettait un terme, à son tour, à 16 années de pouvoir du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl.

L'Union européenne était dès lors très majoritairement dominée par une mouvance sociale-démocrate en pleine mutation : à des degrés divers et à quelques réticences près, les partis du socialisme européen ont mis le cap à droite toute, tant politiquement

qu'idéologiquement. Le New Labour de Blair, la Neue Mitte de Schröder et les Democratici di Sinistra de Massimo d'Alema ont rejoint les New Democrats de Clinton, en une convergence affinitaire dont la théorisation la plus célèbre est due à la plume du sociologue Anthony Giddens, sous l'appellation non-contrôlée de Third Way – ou Troisième Voie. L'an de grâce 1999 fut celui de leur apothéose collective. Cette année-là, après avoir mis leur alliance à l'épreuve d'une partie de chasse aérienne commune dans les Balkans, les ténors de la Troisième Voie se réunirent à Florence, afin de se livrer à un exercice inédit dans les annales des relations intergouvernementales, et puisé dans celles des « relations publiques » : un débat à prétention programmatique.

L'année suivante, à Berlin, ils élargissaient leur cercle politique, à prétention intellectuelle, à d'autres dirigeants européens, ainsi qu'à des dirigeants de pays de l'hémisphère sud : outre le Brésilien Fernando Cardoso, déjà présent à Florence, participèrent à la réunion de Berlin l'Argentin Fernando de la Rúa, le Chilien Ricardo Lagos et le Sud-Africain Thabo Mbeki. Les 14 chefs d'États et de gouvernements rassemblés adoptèrent un communiqué commun sur « La gouvernance progressiste au XXI<sup>e</sup> siècle », à mi-chemin entre le dictionnaire des idées reçues et la littérature électorale la plus insipide. Grisé par l'air de ce temps fugace, Schröder annonçait, bien imprudemment, que le « club progressiste mondial », comme il le désigna, se réunirait dorénavant à la veille de chaque sommet du G7/8. La Troisième Voie s'apprêtait à gouverner le monde...

Quelques mois plus tard, ces grands desseins rejoignaient la liste infinie des illusions déçues. Le fondateur du club, Bill Clinton, quitta ignominieusement la Maison-Blanche, après que son dauphin se fut incliné face au président le plus mal élu de l'histoire américaine. Puis la droite l'emporta aux élections municipales françaises de mars 2001, amenuisant ainsi les chances de victoire de la « gauche plurielle » en 2002, et Berlusconi revint au pouvoir à Rome pour une seconde tentative. Seul Blair parvint à faire bonne figure, en réussissant facilement à reconduire sa majorité parlementaire contre un parti conservateur en pleine déliquescence. Mais il perdit au passage 2,5 millions de voix par rapport à 1997 et obtint un total inférieur à celui de son prédécesseur Neil Kinnock en 1992, pourtant battu alors par John Major !

La Troisième Voie s'est donc avérée d'ores et déjà beaucoup plus courte – ou accidentée, tout au moins – que ses adeptes ne l'avaient prévu. Le poste de « leader du monde civilisé » étant dorénavant occupé par le très barbare George W. Bush – dont John Mason souligne à juste titre la distance culturelle (au sens du Bourdieu de *La distinction*, pourrait-on dire) et politique qui le sépare des autres ténors du « club » [1] – la Troisième Voie se voit à nouveau réduite à l'espace partisan restreint de l'Internationale socialiste, dont elle avait cru s'affranchir en se mariant aux Démocrates américains. D'alliance grandiloquente destinée à piloter le monde au XXI<sup>e</sup> siècle, elle est revenue, une fois dégrisée, à sa vérité première et fondamentale : celle d'une force d'alternance dédiée à la cogestion tempérée du capitalisme mondialisé.

## La troisième voie en perspective historique

Comme Giddens le reconnaît lui-même dans son livre-manifeste, la notion de « troisième voie » avait déjà cours au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, notamment dans l'extrême droite, soucieuse de se démarquer tant du marxisme que du libéralisme capitaliste [2]. Certes, il s'agissait alors du détournement à des fins extrémistes d'une notion qui est habituellement

axée sur la modération comme valeur en soi, à équidistance des « extrêmes ». La « troisième voie », en effet, est une notion en affinité directe avec celle de « centre », et c'est bien pourquoi ceux qui s'en réclament aujourd'hui se déclarent bien volontiers « centristes », adeptes d'un « juste milieu » à l'instar du « nouveau centre » ou « nouveau milieu » (Neue Mitte) de Gerhard Schröder.

Sans remonter jusqu'à Aristote, il serait édifiant d'établir la généalogie de la « troisième voie » depuis la Révolution française de 1789, qui vit naître la topique politique de la « droite » et de la « gauche ». Ainsi découvrira-t-on que c'est sous le nom de « juste-milieu » que fut désigné le système de gouvernement établi par Louis-Philippe en France, à partir de 1830, sous la Monarchie de Juillet : ce « juste-milieu » cherchait à se distinguer tant de la Révolution que de la Restauration [3]. Marx, en des phrases cinglantes sur Proudhon (plutôt injustes, en l'occurrence), avait très bien caractérisé la version socialiste de cette attitude mentale qu'il attribuait à la petite bourgeoisie, ancêtre de la « classe moyenne » dont se revendiquent les partisans actuels de la Troisième Voie :

« Le petit-bourgeois, dans une société avancée et par nécessité de son état, se fait d'une part socialiste, de l'autre part économiste, c'est-à-dire il est ébloui de la magnificence de la haute bourgeoisie et sympathise aux douleurs du peuple. Il est en même temps bourgeois et peuple. Il se vante dans le for intérieur de sa conscience d'être impartial, d'avoir trouvé le juste équilibre, qui a la prétention de se distinguer du juste-milieu [4]. »

Plus près de notre époque, comme l'ont récemment rappelé Ken Coates et Michael Barratt Brown, Harold Macmillan, premier ministre du Royaume-Uni de 1957 à 1963, avait publié en 1938 un ouvrage intitulé *The Middle Way*, que Giddens passe sous silence lorsqu'il évoque les origines de sa formule dans son *The Third Way*. La référence est, en effet, bien embarrassante : non seulement parce que Macmillan est l'une des figures illustres de l'histoire du parti conservateur, mais aussi et surtout parce que son ouvrage de 1938, comparé aujourd'hui à celui de Giddens, se situe à sa gauche ! MacMillan se réclamait alors des recettes développées, dans l'entre-deux-guerres, par son ami John Maynard Keynes, recettes généralement désignées sous l'appellation de *Middle Way* (voie du milieu) [5]. Or, comme l'ont souligné les deux auteurs cités plus haut, en comparant la *Middle Way* à la *Third Way*, « Keynes et Macmillan cherchaient fondamentalement à étendre la régulation du capitalisme. Blair et Schröder cherchent à la réduire » [6].

Cette opposition symétrique résume bien le changement d'époque. La « voie du milieu » est, en effet, une notion de nature géométrique, toute relative : la position de la ligne médiane par rapport à une ligne fixe varie en fonction de la délimitation de l'ensemble dont elle est médiane, comme l'aiguille d'une balance se positionne en fonction du poids relatif supporté par chacun des deux plateaux. Or, les années vingt et trente furent des années de crise profonde du capitalisme et de montée de sa contestation, tant sous l'aspect de la radicalité relative des deux composantes principales du mouvement ouvrier que sous l'aspect dévoyé du fascisme. Keynes, certainement l'un des esprits bourgeois les plus clairvoyants du XX<sup>e</sup> siècle, avait compris plus vite et bien mieux que beaucoup d'autres la nécessité d'une régulation gouvernementale de l'économie capitaliste et d'une politique de réformes sociales, destinées à atténuer les contradictions du capitalisme et à assurer la paix sociale et internationale.

Cette politique, dont le New Deal de Roosevelt – véritable fondateur du *welfare state* (État

providence) – fut le prototype, se généralisera à l'ensemble du capitalisme mondial dans l'après-guerre. La concurrence représentée par l'Union soviétique et ses acquis sociaux, réels ou mythiques, dans le cadre de la Guerre froide, le rapport des forces sociales qu'avait créé aux États-Unis le plein-emploi dû à la guerre, suivi du problème de la réinsertion sociale des soldats démobilisés, tout comme les exigences de la reconstruction d'une Europe occidentale économiquement et socialement délabrée : autant de facteurs qui pesèrent dans le sens de la domination du paradigme keynésien. À la gauche comme à la droite de l'éventail politique respectueux des confins de l'ordre bourgeois, ce paradigme fut l'horizon d'une époque.

Ainsi aux États-Unis, les Républicains n'osèrent pas remettre en cause, dans l'après-guerre, l'essentiel des acquis sociaux du New Deal, qu'ils avaient pourtant tant décrié : ni le *welfare* proprement dit (les allocations familiales), ni la sécurité sociale. Dans l'ensemble de l'Occident capitaliste, le « consensus » dominant, au cours des « Trente Glorieuses » qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, fut keynésien. Des dirigeants politiques réputés issus de la droite dure, tel Charles de Gaulle après 1958, menèrent des politiques intégrant le « plan » comme un outil naturel de la gestion économique, et dispensant des réformes sociales. Rien d'étonnant à cela, après tout : on ne saurait oublier que tant Napoléon III que Bismarck furent aussi, en leur temps, des réformateurs sociaux et des partisans de l'intervention étatique dans l'économie.

Dans le contexte historique de la Guerre froide, l'évolution de la social-démocratie fut ambivalente : elle s'enferra au départ dans une contradiction idéologique entre des références marxistes ou socialistes (programme de nationalisations) maintenues et son statut de force anticommuniste, ancrée dans le camp occidental – ne serait-ce que du fait de son élimination dans l'autre camp – au point de faire allégeance à l'atlantisme. Cette contradiction se retourna contre elle sur le plan électoral dans la mesure où, passé le moment étatiste imposé par la reconstruction, elle ne pouvait maintenir le cap à gauche sans s'engager dans une radicalisation contre-nature et à rebours des exigences d'un atlantisme anticommuniste endurci par la guerre de Corée (1950-1953).

Par ailleurs, les effets économiques de la reconstruction européenne et de la gestion keynésienne, combinés avec le Plan Marshall, produisirent un « cercle vertueux de la croissance » qui n'était pas propice à la radicalisation. L'heure était au réformisme, sinon au conservatisme. L'œil rivé sur les élections, comme elle l'a toujours été à toutes les périodes de son histoire, la social-démocratie répudia donc le marxisme et/ou son programme socialiste, comme le fit le SPD allemand au congrès de Bad Godesberg en 1959. Adhérant au consensus keynésien comme idéologie de rechange, elle en constitua le flanc gauche, favorisant ainsi sa propre mutation sociale – des cols bleus aux cols blancs, puis aux « classes moyennes » – en fonction de l'interaction entre son profil programmatique et son type de recrutement et de base électorale.

La combinaison entre anticommunisme et réformisme trouva son expression la plus crue dans le *warfare-welfare state* (littéralement : État guerre-providence) mis en place aux États-Unis, dont James O'Connor analysa la propension à la crise budgétaire et à l'inflation [7]. C'est ainsi que le successeur de Kennedy, Lyndon B. Johnson, porta au plus haut point « l'escalade » américaine au Vietnam, tout en mettant en chantier, sous le nom de *Great Society*, un programme de réformes sociales et démocratiques, indéniablement progressistes. La social-démocratie européenne pouvait adhérer sans trop d'état d'âme à cette combinaison, comme en témoigna à l'époque le soutien politique apporté à Johnson par le premier ministre britannique, le travailliste Harold Wilson, en dépit de l'opposition à la guerre du Vietnam dans l'opinion et dans son propre parti [8].

Le retournement de l'onde longue expansive de l'après-guerre à partir des années soixante-dix mit fin au consensus keynésien. Le déploiement de la crise économique généralisée à caractère inflationniste entraîna inexorablement un retour de bâton anti-étatiste et anti-keynésien : une contre-offensive néolibérale et monétariste, dont les mots d'ordre principaux furent *déréglementation* et *privatisation*. Si la social-démocratie avait pu très aisément se placer à la pointe de la politique de mise en place de « l'économie mixte » et de l'État providence, il revenait aux forces conservatrices d'ouvrir le bal néolibéral : le couple Thatcher-Reagan sut mener la danse avec brio. En peu d'années, on passa du consensus keynésien au dogme néolibéral sur lequel se fonde le nouveau « consensus de Washington » – ainsi nommé par référence aux institutions financières internationales qui siègent dans la capitale américaine, au côté de la Réserve fédérale, banque centrale de facto du capitalisme mondialisé.

Ce glissement de terrain à droite, qui marqua les années quatre-vingt, allait affecter l'ensemble des forces politiques occidentales, jusqu'aux « eurocommunistes ». La « voie médiane » incarnée par la social-démocratie entamait un glissement à droite, sur fond d'offensive conservatrice et patronale contre les salariés et les acquis sociaux, et d'offensive idéologique contre « l'étatisme ». La représentation la plus forte de ce déplacement au sein de la social-démocratie européenne échut au parti socialiste français – et ce, de façon d'autant plus saisissante que ce parti apparaissait, jusqu'au début des années quatre-vingt, comme le plus à gauche des grands partis de la famille social-démocrate. Et il l'était incontestablement tant du point de vue rhétorique que politique – si l'on ne tient pas compte de la part évidente de calcul opportuniste dans l'adoption d'un tel profil, de la part de son chef.

Assurément l'un des politiciens les plus péjorativement machiavéliens de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, François Mitterrand avait parfaitement compris que, dans une France où le centre de l'échiquier politique était solidement occupé dans l'après-1968 tandis que le « peuple de gauche » était très radicalisé, c'était résolument à gauche qu'il fallait conquérir du terrain afin de reconstruire une social-démocratie en voie d'extinction depuis plusieurs années. Autrement dit, c'était de l'espace politique alors occupé par le parti communiste français qu'il fallait s'emparer en priorité, afin de sortir la France du modèle qu'elle partageait avec l'Italie, celui d'une gauche à dominante communiste, et de la faire rentrer dans le modèle ouest-européen d'une gauche sociale-démocrate, tel qu'il existe en Allemagne et en Grande-Bretagne, les deux pairs de la France dans la CEE.

À cette fin, Mitterrand fit appel à des pans entiers de la gauche radicale française non-communiste, en manifestant une disposition d'esprit très pluraliste depuis qu'il prit la tête du PS au congrès d'Épinay de 1971. C'est dans ce cadre qu'il n'hésita pas à utiliser des recrues comme le trotskyste Lionel Jospin, homme d'autant plus utile dans la compétition avec les communistes qu'il était issu de la matrice particulièrement stalinophobe du « lambertisme ». En même temps, Mitterrand étreignait le PCF dans une alliance, pour mieux le presser et récupérer une partie de son électorat. C'est donc pour des raisons fondamentalement opportunistes qu'il plaça le PS à la gauche de la social-démocratie européenne dans les années soixante-dix [9]. Il faut dire aussi que ce positionnement politico-idéologique se combinait avec une composition sociale nettement moins ouvrière que celle du Labour Party et du SPD, le PS n'ayant pas de liens organiques avec le mouvement syndical et recrutant surtout des fonctionnaires, employés et cadres [10].

Parvenu au pouvoir en 1981, Mitterrand allait, dans un premier temps, laisser déferler la lame de fond qui l'y avait porté. Il appliqua en partie le programme commun de gouvernement sur lequel il avait fondé son alliance avec le PCF. Mais la « vague rose » aux



élections parlementaires, qui suivirent la dissolution de l'Assemblée nationale par le nouveau président, avait permis au PS d'emporter à lui seul la majorité des sièges, lui donnant ainsi les mains libres à l'égard de ses partenaires et de ses engagements préélectoraux. Moins de deux ans après avoir gouverné à gauche, en essayant des politiques keynésiennes de relance, Mitterrand était confronté à son tour au dilemme social-démocrate de l'après-guerre. Face à l'obstruction capitaliste, il ne pouvait garder le cap à gauche sans s'engager dans une radicalisation contre-nature et à rebours des exigences d'un atlantisme anticommuniste, endurci à nouveau par la politique de Ronald Reagan.

Il choisit donc tout naturellement le capitalisme et l'atlantisme en prenant le risque de voir ses alliés communistes quitter le gouvernement. Ceux-ci finiront par s'adapter ultérieurement à la politique du PS, sur fond d'écroulement de leur ancienne patrie idéologique. Ils auront été réduits entre-temps à la portion électorale congrue au sein de l'alliance : l'opération mitterrandienne a brillamment réussi. Aujourd'hui que le PS français, sous la direction de Lionel Jospin, semble à nouveau se situer à la gauche de ses partis frères adeptes de la Troisième Voie, les Blair, Schröder & co, on a tendance à oublier que c'est ce même parti qui – sous Mitterrand, mais avec Jospin comme premier secrétaire – leur a ouvert la voie, si l'on ose dire. Car, à la différence de la social-démocratie dans l'après-guerre, ce n'est pas à une gestion keynésienne du capitalisme que le PS français s'adapta, mais au nouveau paradigme néolibéral.

On a du mal, en effet, à se rappeler aujourd'hui l'importance politique considérable du virage français, que traduisit la succession des gouvernements socialistes à politique d'inspiration monétariste (la politique du « franc fort », calquée sur celle de la Bundesbank), de Fabius à Bérégozovoy en passant par Rocard et Cresson. On a du mal à s'en rappeler tant cette politique est devenue l'ordinaire de la gestion socialiste française. Mais elle représenta au départ une véritable volte-face de la part d'un parti, pourtant allié aux communistes, et porteur jusqu'alors des espoirs des fractions de gauche de la social-démocratie européenne. Tout était déjà dit, plusieurs années avant la Troisième Voie, y compris l'argument-choc des retournements de veste idéologiques et politiques : avant que la « mondialisation » ne devienne la tarte à la crème des néophytes du néolibéralisme, le même rôle fut dévolu à la « construction européenne », prétexte toujours fortement invoqué en France. C'est ainsi que la France à présidence et gouvernement socialistes fut l'un des trois piliers du sommet de Maastricht de décembre 1991, avec deux partenaires dirigés par la droite conservatrice : l'Allemagne de Kohl et le Royaume-Uni de Major. L'année suivante, le PS faisait campagne avec la droite française pour le « oui » au traité néolibéral de Maastricht.

Dans un excellent article dressant le bilan de la social-démocratie et publié dans la revue marxiste américaine *Against the Current* à la fin de 1986, Perry Anderson avait saisi avec une grande perspicacité toute l'importance de l'expérience française, qualifiée de « test central de la social-démocratie de l'Europe du Sud » [11] – cette partie de la famille social-démocrate dont on aurait pu s'attendre qu'elle renoue avec le fil du keynésianisme de gauche pratiqué par les partis frères d'Europe du Nord du temps de l'onde longue expansive de l'après-guerre. Le constat était implacable : « Les formations classiques de la social-démocratie en Europe du Nord ont épuisé leur fonction historique distinctive. Les nouveaux contingents d'Europe du Sud n'ont pas réussi à la reproduire » [12].

À ceux qui s'empressaient de conclure que la social-démocratie avait fait son temps, Perry Anderson répondait, avec une intuition remarquable, en évoquant « une mutation possible de la social-démocratie dans les prochaines années » : « un passage du discours "social" au

**La social-démocratie européenne : de l'impasse au déclin**

<https://www.contretemps.eu> redaction

discours "démocratique" en tant que code fondamental de légitimation des héritiers de la Deuxième Internationale », qui pourrait aboutir à « la conversion graduelle des organisations social-démocrates en quelque chose comme le parti démocrate américain. Autrement dit, la suppression de tout contenu de classe antagoniste et la transformation en simples appareils de rechange de l'ordre bourgeois, avec des clientèles quelque peu plus populaires et des prétentions progressistes [*liberal*], mais en dehors de cela dédiées de façon indiscernable à la libre entreprise et au monde libre » [13].

## La « néo-démocratisation » de la social-démocratie

L'évolution réelle de la social-démocratie a non seulement confirmé pleinement le pronostic de Perry Anderson ; elle l'a même dépassé. Ce que le célèbre théoricien marxiste britannique n'avait pas imaginé, c'était que la social-démocratie allait se modeler sur un parti démocrate américain ayant subi lui-même une mue droitière [14] ! En réalité, les sociaux-démocrates du Vieux Continent n'ont pas tant copié le parti démocrate traditionnel que suivi la voie tracée par le dirigeant de sa fraction droitière et l'artisan de son « recentrage » à droite : Bill Clinton.

L'année où ce dernier fut élu gouverneur de l'Arkansas pour la seconde fois, en 1984, les démocrates furent confrontés à un deuxième mandat présidentiel consécutif emporté par Ronald Reagan. Bill Clinton appartenait à la droite du parti démocrate, les « white boys » des États du Sud qui rejetaient la responsabilité de la défaite du parti aux présidentielles sur l'action – perçue comme trop radicale – du dirigeant noir Jesse Jackson, candidat aux primaires démocrates en 1984 et 1988, et sur le rôle – trop important à leurs yeux – joué par les syndicats dans la campagne présidentielle démocrate [15]. Selon Clinton et ses amis, l'Amérique avait massivement viré à droite sous Reagan, et il fallait donc que le parti démocrate fasse de même, afin de revenir au centre géométrique de la politique américaine et regagner ainsi une majorité aux présidentielles [16].

En 1985, ils fondèrent un groupe d'élus démocrates, le Democratic Leadership Council (DLC), plus connus sous le nom de « nouveaux démocrates » par référence au titre de leur bulletin bimestriel, *The New Democrat*. Clinton devint la figure de proue des New Democrats, tirant constamment son parti vers des positions de droite tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, comme lorsqu'il milita en 1990 pour un soutien démocrate à l'intervention militaire des États-Unis contre l'Irak, sous George Bush père.

Une constante de son comportement sera d'avoir l'œil rivé sur les sondages. Ainsi l'un de ses premiers conseillers à la présidence (et futur conseiller de la campagne Gore à l'automne 2000, puis de celle de Tony Blair en 2001) sera le spécialiste des sondages d'opinion, Stanley Greenberg, auteur d'un ouvrage dont le titre résume bien la « philosophie » du clintonisme : *Middle Class Dreams* (Rêves de la classe moyenne) [17]. Renvoyant dos à dos la *Great Society* du démocrate Johnson, accusé d'avoir favorisé les « pauvres non méritants » (*undeserving poor*), et la *Reagan Revolution*, qui a favorisé la « cupidité » (*greed*), Greenberg considère que la *Clinton Solution* vise à réconcilier la « classe moyenne » avec la politique, qu'elle avait tendance à bouder, en exauçant ses vœux centristes.

Sur ce plan, le bilan de la présidence Clinton est éloquent. Laissons le soin de le dresser à des sources qu'on ne saurait soupçonner de parti pris hostile aux démocrates :

« La tension entre les démocrates traditionnels et les ainsi nommés New Democrats fut une constante de l'ère Clinton. Son insistance sur des politiques libre-échangistes a créé une scission ouverte avec le mouvement syndical, qui perdure. Sa réforme des allocations familiales, mettant l'accent sur l'exercice d'un travail, mais aussi, pour la première fois, imposant des limites fédérales de durée à l'assistance aux mères pauvres et à leurs enfants, a choqué de nombreux membres de la gauche de son parti. (La plateforme du parti en 1972, par exemple, dénonçait l'idée même d'exiger des bénéficiaires des allocations familiales de travailler.)

Il soutint la peine de mort, stigmatisée par les dirigeants des droits civiques, et proclama son engagement à mettre des milliers de nouveaux policiers dans les rues. L'objectif qu'il s'est fixé d'équilibrer le budget, et finalement son utilisation du surplus fédéral pour réduire la dette publique, ont conduit quelques progressistes [*liberals*] à se demander pourquoi la gestion budgétaire a été considérée comme prioritaire par rapport aux nouvelles dépenses publiques.

“Dans chacun de ces cas, et particulièrement sur le budget, il est allé plus loin qu'il n'en avait besoin pour rétablir la réputation du parti démocrate dans les domaines où celle-ci était faible”, a déclaré Robert Kuttner, co-rédacteur en chef de la revue progressiste [*liberal*] *The American Prospect*, dans un entretien.

Dans un article récent, M. Kuttner a soutenu que : “Le problème avec la Troisième Voie, dans le style de Bill Clinton et de Tony Blair, est que vous commencez par faire la moitié du chemin en direction des conservateurs. Lorsque cela ne réussit pas tout à fait, vous faites à nouveau la moitié de la distance qui vous en sépare. Et derechef. Bientôt, vous avez deux partis conservateurs.” [\[18\]](#) »

On ne saurait mieux dire ! Et en cherchant à récupérer de la sorte les votes de la « classe moyenne », ce sont ceux des classes défavorisées que les néocentristes perdent. C'est ce fait que traduisent les chiffres record de l'abstention électorale aux États-Unis : la moitié des inscrits pour les présidentielles de 1996 et 2000 et près des deux tiers pour les législatives de 1998 [\[19\]](#) ! Et c'est là, et certainement pas dans la campagne de Ralph Nader, que réside l'explication fondamentale de la défaite d'Al Gore, au sens de la faiblesse relative du score qu'il a réalisé – si l'on tient compte du fait qu'il faisait face à un adversaire aussi piètre que George W. Bush et qu'il pouvait s'appuyer sur un bilan économique impressionnant en apparence : la plus longue expansion de l'histoire américaine, les taux de chômage et d'inflation les plus bas des deux dernières décennies et un budget équilibré.

Robert Reich, le célèbre auteur de *The Work of Nations* qui fut secrétaire au Travail dans l'administration Clinton de 1993 à 1997, explique excellemment le phénomène de la démobilisation de l'électorat populaire :

« Le “centre” politique est un lieu imaginaire, et sa récente élévation au rang de lieu qu'il est désirable pour les politiciens d'occuper est de nature à induire dangereusement en erreur. De surcroît, le politicien qui cherche à s'y placer abdique tout semblant de leadership politique.

D'un certain point de vue, le centre est situé là où la plupart des gens se



trouvent – il s'agit des positions, quelles qu'elles soient, qui bénéficient du plus large consensus. Cependant, comme Walter Lippmann l'a relevé il y a 80 ans, l'opinion publique est amorphe et ne reste pas longtemps au même endroit. Se maintenir au centre, avec cette faible visibilité, ne signifie rien de plus que varier de position en suivant les sondages. [...]

Si l'opinion publique est trop variable, voici une autre façon à la mode de définir le centrisme : un déplacement réussi vers le centre, suppose-t-on, requiert que vous abandonniez votre vieille base politique en faveur de la classe moyenne croissante des banlieues aisées. Le Democratic Leadership Council, ouvertement et fièrement centriste, a vivement et constamment recommandé d'emprunter cette voie. [...]

Mais cette définition du centrisme est presque aussi inutile et tautologique que la précédente. Les résidents des banlieues aisées peuvent bien constituer une part croissante des votants, mais ils ne sont à leur tour qu'une fraction des détenteurs du droit de vote. En 1996 et 2000, près de la moitié de ceux qui pouvaient voter ne se sont pas donné la peine de le faire. S'adresser aux électeurs versatiles des banlieues aisées peut les maintenir intéressés et impliqués, mais ne fera probablement pas grand-chose pour réengager le nombre croissant des abstentionnistes habitant en dehors de ces banlieues. En fait, plus les centristes adaptent leur message aux banlieues aisées, moins les abstentionnistes ont l'impression que les politiciens les écoutent et sont concernés par leur bien-être. Le centrisme des banlieues aisées n'est donc un guide pour le succès politique que dans le sens limité qu'il s'agit de la prophétie auto-réalisatrice du désengagement graduel de toutes les autres catégories [20]. »

Les réflexions qui précèdent montrent parfaitement à quel point les New Democrats de Clinton sont le modèle dont se sont directement inspirés les New Labour, Neue Mitte et autres partisans du néo-centrisme. *Mutatis mutandis*, elles peuvent s'appliquer à la trajectoire de chacun des ténors de la Troisième Voie, qui, tous sans exception, ont appliqué fondamentalement les mêmes recettes néolibérales [21]. Si Blair a pu être décrit à juste titre comme « un digne héritier » de Margaret Thatcher et le blairisme comme un « thatcherisme à visage humain » [22], on pourrait généraliser le propos à l'ensemble des dirigeants actuels de la social-démocratie européenne par rapport aux recettes des néolibéraux, leurs adversaires électoraux et partenaires dans l'alternance gestionnaire du capitalisme mondialisé.

En ce sens, il n'est guère exagéré d'affirmer que la Troisième Voie n'est au fond que le *néolibéralisme à visage souriant* – sourire cinématographique de « sax-symbol » à la Bill Clinton, sourire béat d'enfant de chœur à la Tony Blair, ou encore sourire satisfait de parvenu à la Gerhard Schröder [23]. Et si Lionel Jospin fait figure de grincheux, réussissant ainsi à être le moins médiatique des ténors néocentristes, il n'en appartient pas moins au même club. Certes, le fait qu'il ait dû sa victoire électorale à la grande grève de l'automne 1995, et qu'il reste tributaire d'une « majorité plurielle » avec les communistes et les Verts, lui a imposé de respecter certaines limites de gauche, surtout au niveau du discours [24]. Mais cela ne fait qu'aggraver la réalité de son bilan, et l'ampleur de la trahison commise par rapport au mouvement social qui l'a porté au pouvoir [25].

Trahison : le mot n'est pas trop fort pour désigner le comportement de celui qui, à peine

installé aux commandes, alla renier ses engagements au sommet européen d'Amsterdam.

Et comment qualifier autrement le fait que le gouvernement Jospin ait plus de privatisations à son actif que ses prédécesseurs de droite ? Comment qualifier autrement la transformation par ses soins d'une revendication centrale du mouvement ouvrier, la semaine des 35 heures, en cheval de Troie de la « flexibilité » ? Comment qualifier sa collusion avec le patronat sur la question de la réforme de l'assurance-chômage ? Comment qualifier son adoption de la recette néolibérale du crédit d'impôt (rebaptisé « prime pour l'emploi ») en vigueur aux États-Unis et étendue par Clinton [26] ? Et comment qualifier son choix de réduire les impôts au lieu d'augmenter les dépenses sociales, puis - ce choix étant fait - d'opter pour la suppression de la taxe automobile proportionnelle aux chevaux fiscaux et la réduction de l'impôt progressif sur le revenu, plutôt que de diminuer la TVA ?

Quant au résultat dont se vante tant le gouvernement Jospin, c'est-à-dire la baisse du chômage, il relève de deux politiques différentes, en dehors de l'amélioration de la conjoncture enclenché indépendamment de l'action gouvernementale. D'une part, les 35 heures dans ce qu'elles ont de positif malgré leur dénaturation, ainsi qu'un recours modéré à des mesures keynésiennes d'accompagnement de la reprise, mais d'autre part aussi, et dans une bonne mesure, d'une adaptation au modèle américain ou britannique : la baisse du nombre des chômeurs inscrits a pour corollaire la croissance des emplois précaires et sous-payés. Ainsi, les emplois temporaires (intérim, CDD, etc) ont contribué à 27 % de la croissance de l'emploi salarié en France, entre 1997 et 2000 (alors que 17,5 % des emplois salariés en 2000 restent des emplois à temps partiel et que 16,5 % des salaires sont des « bas salaires », inférieurs aux deux tiers du salaire médian). Et c'est là que le bât blesse : la gestion néocentriste ou « social-libérale » s'avère partout incapable de renverser de façon significative la tendance au creusement des inégalités sociales, inhérente à la mondialisation néolibérale - lorsque cette gestion ne les aggrave pas !

## Néocentrisme contre égalitarisme

En France, le rapport sur les inégalités du Conseil d'analyse économique - organisme créé sur décision de Lionel Jospin à son arrivée à Matignon, en 1997, sur le modèle du Council of Economic Advisers américain - s'arrête opportunément en 1996, faisant l'impasse sur l'évolution des inégalités depuis l'installation de la « gauche plurielle » aux commandes gouvernementales. Il se veut rassurant pour un public « de gauche » bien intentionné, comme le traduit remarquablement l'introduction invraisemblable rédigée par le président délégué du Conseil, Jean Pisani-Ferry, bien connu pour un précédent rapport sur le plein-emploi (voir note 26). Après avoir expliqué qu'aucun principe n'allait de soi, et que la question de « déterminer si le caractère égalitaire d'une société était favorable ou défavorable au développement économique » est un « domaine de recherche actif » et donc « controversé » [27], Pisani Ferry poursuit, commentant les deux études publiées dans le rapport :

« Les deux rapports dépeignent d'abord l'un et l'autre une France objectivement moins inégalitaire que ne le suggèrent les discours et les perceptions. [...] Atkinson, Glaude et Olier nous disent qu'en dépit d'un environnement économique beaucoup plus heurté et de l'accroissement des inégalités de marché qu'il a entraîné, la France de 2001 est sensiblement moins inégalitaire

que celle des années soixante [*sic*]. Piketti montre quant à lui qu'elle l'est beaucoup moins que celle des années trente [*resic*].

Ce constat est troublant parce qu'il ne correspond pas aux perceptions communes. D'où vient le divorce ? On peut en voir la cause dans le fait que s'il ne s'est pas inversé, le mouvement lent de resserrement de l'échelle des revenus qui avait marqué les années soixante et soixante-dix s'est bien arrêté il y a vingt ans [...] » [\[28\]](#)

C'est-à-dire, exactement depuis l'arrivée du parti socialiste au pouvoir !

Le panorama est similaire dans les autres grands pays soumis à la Troisième Voie. En Allemagne, un rapport de même nature sur « la pauvreté et la richesse », commandé par le gouvernement Schröder et publié en avril 2001, s'arrête opportunément, lui aussi, à l'année 1998, celle de l'élection du chancelier néocentriste. Les inégalités entre les deux parties de l'Allemagne restent criantes, le patrimoine moyen des ménages étant trois fois plus grand à l'ouest qu'à l'est ; elles sont devenues énormes dans les Länder de l'Est, sur le territoire de l'ex-RDA, où 10 % des ménages détiennent maintenant près de la moitié du patrimoine total. Et ce ne sont pas les mesures du gouvernement Schröder, strictement de même nature que celles du gouvernement Jospin [\[29\]](#), qui parviendront à altérer significativement cet état de choses.

La meilleure performance est, cependant, celle du gouvernement de Tony Blair. L'héritage thatchérien était déjà considérable : la croissance la plus forte des inégalités sociales de l'ensemble des pays industrialisés, après la Nouvelle-Zélande. Et pourtant ! Les statistiques officielles, publiées en avril 2001, montrent que le taux d'inégalité dans le Royaume-Uni a dépassé en 1999-2000 son record précédent atteint en 1991, sous John Major. Le coefficient de Gini - outil statistique servant à mesurer l'inégalité des revenus, en l'occurrence les revenus nets d'impôt, et dans lequel l'égalité absolue correspond au coefficient zéro - est passé de 38 au cours de la première année de gouvernement Blair à 39 en 1998-1999, puis à 40 en 1999-2000 [\[30\]](#). Les 20 % les plus pauvres du Royaume-Uni se partagent 6 % du revenu net d'impôts, contre 45 % pour les 20 % les plus riches. Les impôts divers payés par quatre cinquièmes de la population ont augmenté sous le New Labour, alors qu'ils ont baissé pour le quintile supérieur. Celui-ci ne verse que 36,5 % de ses revenus en taxes, contre 41,4 % pour le quintile du bas de l'échelle.

Pour comble, le préposé aux finances dans le cabinet fantôme conservateur, Michael Portillo, un des ténors de la droite britannique, s'est offert le malin plaisir de critiquer le gouvernement néo-travailliste à sa gauche :

« Les chanceliers [de l'Échiquier] travaillistes avaient coutume de se vanter de taxer les riches, mais Gordon Brown [le chancelier du gouvernement Blair] a augmenté les taxes que chacun doit payer. Ses taxes furtives sur l'essence, les hypothèques, le mariage et les cigarettes ont frappé les moins fortunés [\[31\]](#). »

Comment s'étonner dès lors que la revue ultra-néolibérale *The Economist* ait appelé, à la veille des dernières élections, à voter Blair sous le titre « *Vote Conservative* », suivi en sous-titre de cette terrible phrase : « Mais choisissez le droitier ambigu plutôt que le faible [\[32\]](#) ». L'éditorial de la revue se terminait ainsi :

« Le Blair que nous soutenons avec notre vote est celui qui admire Margaret Thatcher et a suivi plusieurs de ses choix politiques ; celui qui laisse entendre qu'il souhaite une vraie réforme structurelle dans la santé, l'éducation et la sécurité sociale, comprenant un recours plus grand au secteur privé ; celui qui croit qu'un virage sec à gauche au cours du second mandat serait électoralement suicidaire, car il permettrait aux Tories de reconquérir leur ancien territoire. Un Blair timide a dominé le premier mandat. Un Blair plus audacieux, plus libéral est celui que nous souhaitons pour le second mandat [33]. »

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on constate dans la plupart des pays où s'affrontent néocentristes et néolibéraux une progression considérable de ce « non-parti des non-votants » selon la formule d'Ulrich Beck, citée par Giddens [34]. L'abstention a atteint un niveau record en Grande-Bretagne - 41 %, taux inégalé depuis 1918 et dépassant largement les 25 % obtenus par les travaillistes - comme cela avait été le cas en 2000 aux États-Unis, ou encore en Allemagne avec la « grève électorale » aux élections régionales [35], mais aussi en France où près d'un tiers (32,6 %) des électeurs inscrits n'ont pas voté en mars 2001, ce qui est le record pour des municipales depuis 1945 ! Et si les élections italiennes de mai 2001 ont connu un taux de participation relativement respectable (un électeur sur cinq s'est quand même abstenu), c'est très probablement à cause de l'enjeu passionnel qui reste grand : la nature ultra-réactionnaire de la droite italienne produit une très forte polarisation, malgré la convergence « centriste » du discours démagogique de Berlusconi et du discours néocentriste de la coalition de l'Olivier [36].

L'analyse fine de l'abstention française est riche en enseignements :

« 37 % des sympathisants de la gauche plurielle n'ont pas participé au scrutin municipal, contre 28 % de ceux de la droite parlementaire ; cet abstentionnisme de gauche a même été légèrement plus marqué (+ 2 points) au second tour, ce qui, dans bien des cas de scrutins serrés, peut expliquer l'ampleur des échecs enregistrés dans les villes jusque-là dirigées par la gauche. Les catégories sociales les plus populaires - majoritairement de gauche - se sont davantage abstenues (35 % chez les employés, 40 % chez les ouvriers, contre 32,7 % en moyenne), de même que les revenus les plus modestes (36 % pour les moins de 100 000 francs, contre 29 % chez les plus de 300 000 francs). L'abstentionnisme a touché particulièrement les plus jeunes : 53 % chez les moins de 25 ans et 39 % chez les 25-34 ans [37]. »

Ces constatations sont, de toute évidence, en rapport direct avec le fait que ces catégories ont été les principales victimes du creusement des inégalités sociales des dernières années. C'est ce qui ressort du rapport français sur les inégalités déjà cité : « Depuis le début des années quatre-vingt, le ralentissement de la croissance et la montée du chômage et du temps partiel se sont traduits par une stabilisation des inégalités au sein des classes moyennes. Surtout, l'écart s'est creusé entre les plus pauvres (le 1<sup>er</sup> décile) et les autres - aussi bien par rapport aux classes moyennes qu'aux riches - modérément d'abord dans les années quatre-vingt, puis très fortement sur la période 1990-1996. Augmentation du chômage, durcissement de son indemnisation et montée du temps partiel sont sans conteste à l'origine de cette dégradation [38]. » Par ailleurs, « le niveau de vie

**La social-démocratie européenne : de l'impasse au déclin**

<https://www.contretemps.eu> redaction  
des jeunes générations aurait même baissé sensiblement sur la période 1990-1996 » et  
10,8 % des ménages de moins de trente ans vivaient en dessous du seuil de pauvreté, en  
1996 [39].

Ces catégories ont été les plus frustrées par l'attitude d'une majorité de gauche restée insensible à leurs aspirations, tout occupée qu'elle était à courtiser les votes de la « classe moyenne ». Et c'est dans leur frustration – qui se traduit le plus souvent en abstentionnisme, et parfois, ou partiellement, en vote de radicalisation à droite ou bien à gauche, selon les pays – que réside la clé de ce paradoxe politique qu'a souligné récemment, dans un article pénétrant, l'économiste keynésien français, Jean-Paul Fitoussi : la défaite électorale de partis sortants en dépit de leurs bons résultats économiques d'ensemble, comme cela a été le cas aux États-Unis et en France, ou encore en Italie depuis lors.

« L'hypothèse selon laquelle les chiffres de la croissance ne renseignent plus aussi bien que par le passé sur la condition des gens et moins encore sur l'état de la société mérite d'être considérée. Il fut un temps où les grandeurs macroéconomiques (croissance, emploi, salaires, etc.) reflétaient assez bien l'évolution de la situation d'une majorité de personnes. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, où l'augmentation des inégalités de revenu, les différences de statut salarial, l'individualisation des destins conduisent à une fragmentation croissante de la société. Une même croissance économique peut en effet avoir des significations radicalement différentes selon qu'elle bénéficie à la grande majorité de la population, aux 10 % les plus riches, ou au contraire aux 10 % les plus pauvres. [...]

La croissance économique mesure l'évolution d'un agrégat (le PIB), c'est-à-dire d'une moyenne, dont la représentativité est d'autant plus faible que les éléments qui la composent sont davantage dispersés : 3 est la moyenne entre 2,5 et 3,5 ou entre 0 et 6, ou entre - 2 et 8, etc. Il est ainsi probable que la croissance n'est perceptible que par une fraction beaucoup plus étroite de la société qu'on ne le suppose a priori [40]. »

Ceux qui pensaient s'être débarrassés de l'aspiration à l'égalité sociale, en la reléguant au musée des antiquités avec les pierres du mur de Berlin, s'aperçoivent ainsi que le Dieu de la politique les a punis par où ils ont péché : sur le terrain électoral. Et ce qu'affirmait Robert Reich dans sa critique des New Democrats, citée plus haut, est amplement vérifié en tous lieux : à force de calculs électoraux opportunistes privilégiant le « centre », les partis qui tiennent encore lieu de gauche dans les pays industrialisés perdent progressivement leur raison d'être. Ils sont de moins en moins perçus comme remparts contre les affres du capitalisme, même dans sa version néolibérale la plus sordide, sans pour autant mordre durablement sur l'espace électoral traditionnel de la droite (on peut être sûr que *The Economist* n'appellera pas toujours à voter conservateur en votant travailliste [41]).

Paradoxalement, avec le stalinisme, ce n'est pas le marxisme qui agonise – il se remet plutôt bien de son asthénie passagère – mais c'est bien plutôt la social-démocratie qui risque de dépérir. À terme, à moins qu'une partie de cette dernière ne se régénère sous l'effet de nouvelles mutations internes en sens contraire, cela crée partout un appel d'air historique puissant pour l'émergence de nouvelles forces sociopolitiques égalitaristes.



## Notes

[1] John G. Mason, « Clinton et "l'exceptionnalisme" américain », dans ce même dossier.

[2] Anthony Giddens, *The Third Way: the Renewal of Social Democracy*, Polity Press, Cambridge UK, 1998, p. 25.

[3] Selon le *Littré*, cette appellation fut même utilisée pour désigner un individu orléaniste (« un juste-milieu dévoué ») et sous forme adjectivale (une « opinion juste-milieu »).

[4] Karl Marx, lettre du 28 décembre 1846 à Pavel Annenkov, dans Marx-Engels, *Œuvres choisies* en trois volumes, éd. du Progrès, Moscou, 1970, vol. 1, p. 548. Le sens de l'expression « juste-milieu » n'est relevé en note dans aucune des éditions courantes de cette lettre (y compris dans les *Marx Engels Werke*), alors qu'il est indispensable à la compréhension des lignes citées. Marx les a d'ailleurs écrites directement en français à un moment où Louis-Philippe régnait encore en France.

[5] Voir Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes: the Economist as Savior 1920-1937*, Penguin, Harmondsworth, 1995 ; en particulier le chapitre 7, « Keynes's Middle Way », p. 219-241. Macmillan avait fondé en 1935 un cercle, le Next Five Years Group, en affinité avec la pensée de Keynes.

[6] Ken Coates et Michael Barratt Brown, « The Third Way to the Servile State », *The Spokesman*, n° 66, 1999, p. 39.

[7] James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, St Martin's Press, New York, 1973.

[8] Cette opposition lui imposa néanmoins de s'en tenir à un soutien très mesuré, dont la timidité irrita le partenaire américain.

[9] Cet opportunisme est confirmé par toute la trajectoire politique antérieure de Mitterrand, que rien ne prédisposait à faire de la surenchère de gauche.

[10] On trouvera une excellente introduction à l'étude comparée des partis de la social-démocratie européenne et une mine de renseignements dans Robert Ladrech et Philippe Marlière (dir.), *Social democratic Parties in the European Union: History, Organization, Policies*, Macmillan, Londres, 1999.

[11] Perry Anderson, « Social Democracy Today », *Against the Current*, vol. 1, n° 6, novembre-décembre 1986, p. 25.

[12] *Ibid.*, p. 28.

[13] *Ibid.*

[14] En ce sens d'ailleurs, Perry Anderson sous-estimait alors certains traits communs au parti démocrate américain et aux sociaux-démocrates européens, probablement sous l'influence de la tendance des marxistes américains à considérer démocrates et républicains comme bonnet blanc et blanc bonnet.

[15] David Broder, « Center of Attention », *Washington Post*, 21 juillet 1999.

[16] « Peu de personnalités ont changé le langage de la politique avec autant de succès que Ronald Reagan. Au début des années 90, presque aucun politicien n'était prêt à admettre être un progressiste [*liberal*]. Les postulats conservateurs sur la sacralité du libre marché et les affres du "trop d'État" dominaient les médias et les débats politiques, et furent adoptés de manière aussi complète par le président Bill Clinton, un démocrate, que par nombre de républicains. », Eric Foner, *The Story of American Freedom*, Norton, New York, 1998, p. 324.

[17] Stanley Greenberg, *Middle Class Dreams: The Politics and Power of the New American Majority*, Yale University Press, 1996.

[18] Robin Toner, « Revival Helps Mask a Party's Flaws », *New York Times*, 27 décembre 2000.

[19] Voir l'article de John Mason, déjà cité.

[20] Robert Reich, « The Political Center, Straight Up », *Washington Post*, 17 juin 2001.

[21] C'est ce que démontrent les auteurs de ce dossier tant dans leurs articles publiés ici que dans leurs autres travaux. Sur les politiques économiques des sociaux-démocrates, voir en particulier la contribution de Gerassimos Moschonas, extraite de son nouveau livre en cours de publication à Londres.

[22] Keith Dixon, *Un digne héritier. Blair et le thatchérisme*, Raisons d'agir, Paris, 2000 ; Philippe Marlière, « Le Blairisme, un "thatchérisme à visage humain" ? », *Les Temps modernes*, n° 601, octobre-novembre 1998.

[23] Je laisse à Costanzo Preve la responsabilité de son analyse du sourire de Massimo D'Alema, perçu à partir d'une expérience personnelle. Voir son article publié dans ce même dossier.

[24] On se trouve bel et bien dans le cas où, comme l'écrit Denis Berger dans ce même dossier, « les différences que l'on peut constater entre Jospin, Schröder, Blair et consorts relèvent de la pure rhétorique, chaque dirigeant se trouvant obligé d'adapter son discours aux conditions politiques existant dans son pays ».

[25] Voir Daniel Bensaïd, *Leur gauche et la nôtre. Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ?*, Albin Michel, Paris, 1998.

[26] Sur les questions relatives à la politique de l'emploi en France, voir l'excellente critique du rapport Pisani-Ferry sur le plein emploi publiée par la Fondation Copernic : *Pour un plein emploi de qualité : critique du social-libéralisme*, Notes de la Fondation Copernic, n° 6, mars 2001.

[27] Jean Pisani-Ferry, « Introduction », dans Tony Atkinson et al., *Inégalités économiques*, La Documentation française, Paris, 2001, p. 7.

[28] *Ibid.*, p. 8.

[29] Voir l'article de Detlef Hensche dans ce même dossier.

[30] Lucy Ward, « Earnings inequality widens under Labour », *The Guardian*, 18 avril 2001.

[31] Cité par Ward (voir note précédente).

[32] William Hague, qui a dirigé la campagne 2001 des conservateurs, est unanimement tenu pour être un personnage peu charismatique.

[33] « Vote Conservative », éditorial, *The Economist*, 2 juin 2001. En somme : Tony Blair, encore un effort... pour ressembler plus complètement à Margaret Thatcher que ce portrait fusionné des deux personnages qui ornait la couverture de la revue.

[34] Giddens, *op. cit.*, p. 20.

[35] Hensche, *op. cit.*

[36] D'où ce commentaire paru dans le *New York Times* à un mois des élections italiennes : « Les deux hommes qui cherchent maintenant à devenir premier ministre se disputent surtout pour savoir lequel des deux copie sur l'autre. Leurs plateformes sont remarquablement similaires : moins d'impôts et une économie moins rigide. », Alessandra Stanley, « 2 Rivals in the Crowd of Italy's Once and Future Chiefs », *New York Times*, 14 avril 2001.

[37] Gérard Courtois, « La gauche face à l'abstentionnisme de ses électeurs et à leurs nouvelles priorités », *Le Monde*, 21 mars 2001.

[38] Atkinson et al., *op. cit.*, p. 56.

[39] *Ibid.*, p. 64.

[40] Jean-Paul Fitoussi, « De la croissance, des inégalités et des élections », *Le Monde*, 30 mars 2001. L'auteur poursuit, au sujet de la France : « En 2000, le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête n'a quasiment pas augmenté (+ 0,2 %). Certes, cela s'explique par la très importante croissance de l'emploi, les 35 heures, le prix du pétrole, etc. Mais lorsque l'on sait la forte différenciation des évolutions salariales, des primes et autres stock-options, il n'est pas difficile d'imaginer que l'année 2000 a été caractérisée par une importante croissance des inégalités intracatégorielles. » Le thème du rapport actuel entre croissance économique et inégalités tant au plan national qu'à l'échelle internationale est exposé par Stavros Tombazos dans sa contribution à ce dossier, en s'appuyant sur les chiffres du *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD, dans son édition de l'an 2000.

[41] Outre le fait que, comme le souligne Keith Dixon dans ce même dossier, le blairisme apparaît à bien des égards comme un « cas limite » en comparaison des contraintes qui pèsent sur les autres partis de la social-démocratie européenne et limitent quelque peu leur conversion néocentriste, il ne faut pas oublier que Blair a la particularité d'avoir affaire au seul grand parti conservateur opposé à l'union monétaire européenne, ce qui n'est certes pas sans rapport avec la position d'une revue proeuropéenne comme *The Economist*.